

C'est à nous d'imposer les jours d'après ! Il est hors de question de reconstruire le système capitaliste avec ses politiques libérales dont les ravages humains, écologiques et sociaux. La fédération SUD-Rail n'a jamais cessé de mettre en avant et de partager les enjeux de la transformation sociale telle que nous la revendiquons. Imposons nos solutions en rupture totale avec celles et ceux qui nous dominent depuis trop longtemps.

St Denis, 27 avril 2020

La politique des transports de marchandises doit changer radicalement !

Ces derniers jours, le nouveau Président de Fret SNCF a rédigé une tribune pour appeler à « refonder le fret ferroviaire français » que la direction d'entreprise et le gouvernement ont abandonné et détruit depuis des dizaines d'années. Cette crise sanitaire, qui a fait ressortir la réalité des activités essentielles dans ce pays, permet de réaffirmer l'importance du transport ferroviaire de marchandises pour l'intérêt général. Il est temps de sortir de ces plans d'atrophie du fret ferroviaire conduits par les gouvernements et directions SNCF pour tenter de faire croire à la population qu'une nouvelle politique des transports va être mise en œuvre. « Plus rien ne sera comment avant » : Alors construisons sans attendre les mobilisations pour une politique des transports de marchandises répondant aux urgences écologique et sociale !

Elle doit répondre aux besoins des populations et pas au capitalisme !

Depuis le début de l'épidémie, dès lors que la sécurité et la santé des travailleurs/es étaient totalement protégées, nous n'avons jamais refusé que l'outil productif serve pour les besoins essentiels (*alimentation, activités pour la santé humaine, industrie pharmaceutique, ...*). Cependant, nous condamnons l'attitude des pouvoirs publics et des directions d'entreprises qui n'ont cessé de faire prendre des risques aux salarié-es de Fret SNCF, VFLI, ECR, Régiorail, ... pour assurer certains trafics dont la seule utilité était de satisfaire des actionnaires et patrons d'entreprises dont l'activité n'était pas essentielle dans la période.

Le chemin de fer doit retrouver la part de trafic la plus élevée qui correspond à ses atouts environnementaux et cela ne passera que par la création d'un grand service public de transport ferroviaire et routier de marchandises.

Cette politique, qui est très loin du fameux « Green Deals » des capitalistes, sera fondée sur la complémentarité entre tous les modes de transport et devra garantir l'utilisation de chacun d'eux selon son efficacité sociale et environnementale. Il est l'heure que la SNCF se recentre sur le ferroviaire, plutôt que de développer le transport routier via sa filiale GEODIS et d'organiser démocratiquement une politique vraiment efficace de préservation de l'environnement et de lutte contre le changement climatique, tout en tenant compte des conditions sociales des salarié-es du transport.

Elle doit être accompagnée d'un plan de relocalisation de l'économie. !

Avec le scandale concernant la pénurie des masques, plus personne ne peut cacher que les déplacements de marchandises sont guidés par les intérêts des propriétaires du capital (*dumping social, délocalisations, flux tendus, libre-échange généralisé obligatoire, ...*) et surtout pas pour l'intérêt général des populations. Dans le cadre de notre volonté de transformation sociale, la fédération des syndicats SUD-Rail ne cesse de remettre en cause le culte énergivore et polluant de la vitesse qui renforce cette mondialisation de l'économie et la paupérisation des salarié-es. Le futur service public ferroviaire et routier de fret doit s'inscrire dans une démarche volontariste de relocalisation progressive de l'économie et de reconquête des territoires par leurs habitant-es.

Ce sont sur ces bases que nous imposerons cet enjeu sociétal :

une nouvelle politique des transports de marchandises !